

fédération du 14 juillet; et quelque affaïssée que fût la nation, elle ne salua point le début du despotisme comme elle avait salué celui de la liberté.

Le consulat fut la dernière période de l'existence de la république. La révolution commença à se faire homme. Pendant la première époque du gouvernement consulaire, Bonaparte s'attacha les classes proscrites en les rappelant; il trouva un peuple encore agité de toutes les passions, qu'il ramena au calme par le travail, au bien-être par le rétablissement de l'ordre; enfin, il força l'Europe, une troisième fois vaincue, à reconnaître son élévation. Jusqu'au traité d'Amiens, il rappela dans la république la victoire, la concorde, le bien-être, sans sacrifier la liberté. Il pouvait alors, s'il avait voulu, se faire le représentant de ce grand siècle, qui réclamait la consécration d'une égalité bien entendue, d'une liberté sage, d'une civilisation plus développée, ce noble système de la dignité humaine. La nation était entre les mains du grand homme, ou du despote; il dépendait de lui de la conserver affranchie, ou de l'asservir. Il aimait mieux l'accomplissement de ses projets égoïstes, et il se préféra tout seul à l'humanité entière. Élevé sous la tente, venu tard dans la révolution, il ne comprit que son côté matériel et intéressé; il ne crut ni aux besoins moraux qui l'avaient fait naître, ni aux croyances qui l'avaient agitée, et qui tôt ou tard devaient revenir et le perdre. Il vit un soulèvement qui prenait fin, un peuple fatigué qui était à sa merci, et une couronne à terre qu'il pouvait prendre.

EMPIRE.

CHAPITRE QUINZIÈME.

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE EN 1804, JUSQU'EN 1814.

Caractère de l'empire. — Changement des républiques créées par le directoire, en royaumes. — Troisième coalition; prise de Vienne; victoires d'Ulm et d'Austerlitz; paix de Presbourg; érection des deux royaumes de Bavière et de Wurtemberg contre l'Autriche. — Confédération du Rhin. — Joseph Napoléon est nommé roi de Naples; Louis Napoléon, roi de Hollande. — Quatrième coalition; bataille d'Iéna, prise de Berlin; victoires d'Eylau et de Friedland; paix de Tilsitt; la monarchie prussienne est réduite de moitié; les deux royaumes de Saxe

et de Westphalie sont institués contre elle. — Celui de Westphalie est donné à Jérôme Napoléon. — Le grand empire s'élève avec ses royaumes secondaires, sa confédération du Rhin, sa médiation suisse, ses grands fiefs; il est modelé sur celui de Charlemagne. — Blocus continental; Napoléon emploie la cessation du commerce pour réduire l'Angleterre, comme il a employé les armes pour soumettre le continent. — Invasion du Portugal et de l'Espagne; Joseph Napoléon est nommé roi d'Espagne; Murat le remplace sur le trône de Naples. — Nouvel ordre d'événements: insurrection nationale de la Péninsule; lutte religieuse du pape; opposition commerciale de la Hollande. Cinquième coalition. — Victoire de Wagram; paix de Vienne; mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. — Le premier essai de résistance échoue; le pape est détrôné, la Hollande réunie à l'empire, et la guerre d'Espagne poursuivie avec vigueur. — La Russie renonce au système continental; campagne de 1812; prise de Moscou; désastreuse retraite. — Réaction contre la puissance de Napoléon; campagne de 1813; défection générale. — Coalition de toute l'Europe; fatigue de la France; merveilleuse campagne de 1814. — Les confédérés à Paris; abdication de Fontainebleau; caractère de Napoléon; son rôle dans la révolution française. — Conclusion.

Depuis l'établissement de l'empire, le pouvoir devint plus arbitraire, et la société se reforma d'une manière aristocratique. Le grand mouvement de recomposition, qui avait commencé au 9 thermidor, allait toujours croissant. La convention avait licencié les classes; le directoire, battu les partis; le consulat, gagné les hommes; l'empire les corrompit par des distinctions et des privilèges. Cette seconde période fut l'opposé de la première. Sous l'une, on vit le gouvernement des comités exercé par des hommes éligibles tous les trois mois, sans gardes, sans honoraires, sans représentation, vivant de quelques francs par jour, travaillant dix-huit heures sur de simples tables de noyer; sous l'autre, le gouvernement de l'empire avec tout son attirail d'administration, ses chambellans, ses gentilshommes, sa garde prétorienne, son hérédité, son immense liste civile, et sa bruyante ostentation. L'activité nationale se porta entièrement vers le travail et la guerre. Tous les intérêts matériels, toutes les passions ambitieuses, s'arrangèrent hiérarchiquement sous un seul chef, qui, après avoir sacrifié la liberté par l'établissement du pouvoir absolu, détruisit l'égalité par la noblesse.

Le directoire avait érigé tous les états environnants en républiques; Napoléon voulut les constituer sur le modèle de l'empire. Il commença par l'Italie. La *consulte d'état* de la république cisalpine décida qu'on rétablirait la mo-

narchie héréditaire en faveur de Napoléon. Son vice-président, M. Melzy, vint à Paris lui transmettre cette décision. Le 26 ventôse an XIII (17 mars 1805), il fut reçu aux Tuileries en audience solennelle. Napoléon était sur son trône, environné de sa cour et de tout l'éclat du pouvoir souverain, dont il aimait la représentation. M. Melzy lui offrit la couronne au nom de ses concitoyens. „Sire,“ lui dit-il en finissant, „daignez combler le vœu de l'assemblée que j'ai l'honneur de présider. Interprète de tous les sentiments qui animent tous les cœurs italiens, elle vous en rapporte l'hommage le plus sincère. Elle leur apprendra avec joie qu'en l'acceptant vous avez redoublé la force des liens qui vous attachent à la conservation, à la défense, à la prospérité de la nation italienne. Oui, sire, vous voulûtes que la république italienne existât, et elle a existé. Veuillez que la monarchie italienne soit heureuse, et elle le sera.“

L'empereur alla prendre possession de ce royaume; et, le 26 mai 1805, il reçut, à Milan, la couronne de fer des Lombards. Il nomma pour vice-roi d'Italie son fils adoptif, le prince Eugène de Beauharnais; et il se rendit à Gènes, qui renonça également à sa souveraineté. Le 4 juin 1805, son territoire fut réuni à l'empire, et forma les trois départements de Gènes, de Montenotte, et des Apennins. La petite république de Lucques se trouva comprise dans cette révolution monarchique. Sur la demande de son gonfalonier, elle fut donnée en apanage au prince et à la princesse de Piombino, l'une des sœurs de Napoléon. Celui-ci, après cette tournée royale, repassa les Alpes, et revint dans la capitale de son empire; il partit bientôt pour le camp de Boulogne, où se préparait une expédition maritime contre l'Angleterre.

Ce projet de descente, que le directoire avait eu après la paix de Campo-Formio, et le premier consul après la paix de Lunéville, avait été repris avec beaucoup d'ardeur depuis la nouvelle rupture. Au commencement de 1805, une flottille de deux mille petits bâtiments, servis par seize mille marins, portant une armée de cent soixante mille hommes, neuf mille chevaux, une nombreuse artillerie était rassemblée dans les ports de Boulogne, d'Étaples, Wimereux, Ambleteuse et Calais. L'empereur hâta par sa présence le dénouement de cette expédition maritime, lorsqu'il

apprit que l'Angleterre, pour se soustraire à la descente dont elle était menacée, avait décidé de nouveau l'Autriche à rompre avec la France, et que toutes les forces de la monarchie autrichienne s'étaient ébranlées. Quatre-vingt-dix mille hommes, sous l'archiduc Ferdinand et le général Mack, avaient passé l'Inn, envahi Munich et chassé l'électeur de Bavière, allié de la France; trente mille, sous l'archiduc Jean, occupaient le Tyrol; et l'archiduc Charles, avec cent mille hommes, s'avancait sur l'Adige. Deux armées russes se disposaient à joindre les Autrichiens. Pitt avait fait les plus grands efforts pour organiser cette troisième coalition. L'établissement du royaume d'Italie, la réunion de Gènes et du Piémont à la France, l'influence ouverte de l'empereur sur la Hollande et la Suisse, soulevaient de nouveau l'Europe, qui redoutait aujourd'hui l'ambition de Napoléon, comme elle avait craint, dans les premiers temps, les principes de la révolution. Le traité d'alliance entre le ministère britannique et le cabinet russe avait été signé le 11 avril 1805, et l'Autriche y avait accédé le 9 août.

Napoléon quitta Boulogne, retourna à Paris en toute hâte, se rendit au sénat le 23 septembre, obtint une levée de quatre-vingt mille hommes, et partit le lendemain pour commencer la campagne. Il passa le Rhin le 1. octobre, et entra en Bavière le 6, avec une armée de cent soixante mille hommes. Masséna arrêta le prince Charles en Italie, et l'empereur fit la guerre d'Allemagne au pas de course. En quelques jours il passa le Danube, entra dans Munich, remporta la victoire de Wertingen, et força, à Ulm, le général Mack à mettre bas les armes. Cette capitulation désorganisa l'armée autrichienne. Napoléon poursuivit le cours de ses victoires, occupa Vienne le 13 novembre, et marcha en Moravie à la rencontre des Russes, auxquels s'étaient ralliés les débris des troupes battues.

Le 2 décembre 1805, anniversaire du couronnement, les deux armées en vinrent aux mains, dans la plaine d'Austerlitz. Les ennemis avaient quatre-vingt-quinze mille hommes sous les drapeaux; les Français quatre-vingt mille. De part et d'autre l'artillerie était formidable. La bataille commença au soleil levant. Ces masses énormes s'ébranlèrent; l'infanterie russe ne tint point contre l'impétuosité de nos troupes et les manœuvres de leur général.

La gauche de l'ennemi fut coupée la première; la garde impériale russe donna pour rétablir la communication, et fut entièrement écrasée. Le centre essuya le même sort; et, à une heure après midi la victoire la plus décisive avait complété cette merveilleuse campagne. Le lendemain, l'empereur félicita l'armée par une proclamation, sur le champ de bataille même. „Soldats,“ leur dit-il, „je suis content de vous; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire! Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre jours, ou coupée ou dispersée; ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs. Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale russe, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers, sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée, et en nombre supérieur, n'a pu résister à votre choc; et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute!“ Un armistice fut conclu avec l'Autriche; et les Russes, qui auraient pu être écrasés, obtinrent de se retirer par journées d'étape.

La paix de Presbourg suivit les victoires d'Ulm et d'Austerlitz; elle fut signée le 26 décembre. La maison d'Autriche, qui avait perdu ses possessions extérieures, la Belgique et le Milanais, fut entamée cette fois dans l'Allemagne même. Elle céda les provinces de la Dalmatie et de l'Albanie au royaume d'Italie; le comté du Tyrol, la ville d'Augsbourg, la principauté d'Eichstett, une partie du territoire de Passau, et toutes ses possessions dans la Souabe, le Brisgau et Ortenau, aux électors de Bavière et de Wurtemberg, qui furent transformés en royaumes. Le grand-duché de Bade profita aussi de ses dépouilles. Le traité de Presbourg compléta l'abaissement de l'Autriche, commencé par le traité de Campo-Formio, et continué par celui de Lunéville. L'empereur, de retour à Paris, couronné de tant de gloire, devint l'objet d'une admiration si générale et si empressée, qu'il fut lui-même étourdi par l'enthousiasme public, et s'enivra de sa fortune. Les corps de l'État rivalisèrent d'obéissance et de flatteries. Il reçut le titre de *Grand*; et le sénat, par un décret, lui consacra un monument triomphal.

Napoléon s'affermir davantage encore dans le système qu'il avait embrassé. La victoire de Marengo et la paix de Lunéville avaient sanctionné le consulat; la victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg consacrerent l'empire. Les derniers restes de la révolution furent abandonnés. Le 1. janvier 1806, on remplaça définitivement le calendrier républicain par le calendrier grégorien, après quatorze années d'existence. Le *Panthéon* fut rendu au culte, et bientôt le tribunal cessa même d'exister. Mais l'empereur s'attacha surtout à étendre sa domination sur le continent. Le roi de Naples, Ferdinand, ayant violé, pendant la dernière guerre, le traité de paix avec la France, eut ses États envahis; et le 30 mars, Joseph Bonaparte fut déclaré roi des Deux-Siciles. Peu après, le 5 juin 1806, la Hollande fut changée en royaume, et reçut un autre frère de l'empereur, Louis Bonaparte, pour monarque. Il n'existait plus aucune des républiques créés par la convention ou par le directoire. Napoléon, qui nommait des rois secondaires, rétablit le régime militaire hiérarchique et les titres du moyen âge. Il érigea la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Bellune, Conégliono, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue, Rovigo, en duchés grands fiefs de l'empire. Le maréchal Berthier fut investi de la principauté de Neufchâtel, le ministre Talleyrand de celle de Bénévent, le prince Borghèse et sa femme de celle de Guastalla, Murat du grand-duché de Berg et de Clèves. Napoléon, qui n'avait osé détruire la république suisse, s'en était déclaré le *médiaireur*; et il acheva l'organisation de son empire militaire, en plaçant sous sa dépendance l'ancien corps germanique. Le 12 juillet 1806, quatorze princes du midi et de l'ouest de l'Allemagne se réunirent *en confédération du Rhin*, et reconnurent Napoléon pour protecteur. Le 1. août, ils notifièrent à la diète de Ratisbonne leur séparation du corps germanique: l'empire d'Allemagne n'exista plus, et François II en abdiqua le titre dans une proclamation. Par une convention signée à Vienne le 15 décembre, la Prusse céda le pays d'Anspach, Clèves et Neufchâtel, pour l'électorat d'Hanovre.

Napoléon eut tout l'Occident sous sa main. Maître absolu de la France et de l'Italie, comme *empereur et roi*, il l'était encore de l'Espagne, par la subordination de cette cour; de Naples et de la Hollande, par ses deux frères;

de la Suisse, par l'acte de médiation; et il disposait en Allemagne des rois de Bavière, de Wurtemberg et de la confédération du Rhin contre l'Autriche et la Prusse. Il aurait pu, après la paix d'Amiens, en maintenant la liberté, se faire le protecteur de la France et le modérateur de l'Europe. Mais, ayant cherché sa gloire dans la domination et sa vie dans les conquêtes, il se condamna à une longue lutte, qui devait finir par la dépendance du continent ou par sa propre ruine.

Cette marche envahissante occasionna la quatrième coalition. La Prusse, demeurée neutre depuis la paix de Bâle, avait été sur le point, dans la dernière campagne, de se réunir à la coalition austro-russe. La rapidité des victoires de l'empereur l'avait seule retenue; mais, effrayée cette fois de l'accroissement de l'empire, et encouragée par le bel état de ses troupes, elle se ligua avec la Russie pour chasser les Français de l'Allemagne. Le cabinet de Berlin exigea, sous peine de guerre, que les troupes repassassent le Rhin. Il voulut en même temps former dans le nord de l'Allemagne une ligue contre la confédération du midi. L'empereur, qui était dans le temps de ses prospérités, de la jeunesse de son pouvoir, et de l'assentiment national, marcha contre la Prusse, loin de se soumettre à son *ultimatum*.

La campagne s'ouvrit aux premiers jours d'octobre Napoléon accabla, selon son ordinaire, la coalition par la promptitude de sa marche et la vigueur de ses coups. Le 14 octobre, il détruisit à Iéna la monarchie militaire de Prusse, par une victoire décisive; le 16, quatorze mille Prussiens mirent bas les armes à Erfurth; le 25, l'armée française entra dans Berlin, et la fin de 1806 fut employée à prendre les forteresses prussiennes, et à marcher en Pologne contre l'armée russe. La campagne de Pologne fut moins rapide, mais aussi brillante que celle de Prusse. La Russie se mesura, pour la troisième fois, avec la France. Vaincue à Zurich, vaincue à Austerlitz, elle le fut encore à Eylau et à Friedland. Après ces mémorables journées, l'empereur Alexandre entra en négociation, et conclut à Tilsitt, le 21 juin 1807, un armistice qui fut suivi, le 7 juillet, d'un traité définitif.

La paix de Tilsitt étendit la domination française sur le continent. La Prusse fut réduite de moitié. Napoléon

avait institué, dans le midi de l'Allemagne, les deux royaumes de Bavière et de Wurtemberg contre l'Autriche; il créa, plus avant dans le nord, les deux royaumes feudataires de Saxe et de Westphalie contre la Prusse. Celui de Saxe, formé de l'électorat de ce nom et de la Pologne prussienne, érigée en grand-duché de Varsovie, fut donné au roi de Saxe; celui de Westphalie comprit les états de Hesse-Cassel, de Brunswick, de Fulde, de Paderborn, la plus grande partie du Hanovre, et fut donné à Jérôme Napoléon. L'empereur Alexandre, qui souscrivit à tous ces arrangements, évacua la Moldavie et la Valachie. La Russie demeura pourtant la seule puissance intacte, quoique vaincue. Napoléon suivait de plus en plus les traces de Charlemagne; il avait fait porter devant lui, le jour de son sacre, la couronne, l'épée et le sceptre du roi franc. Un pape avait passé les Alpes pour consacrer sa dynastie, et il modelait ses États sur le vaste empire de ce conquérant. La révolution avait voulu rétablir la liberté antique, Napoléon restaura la hiérarchie militaire du moyen âge; elle avait fait des citoyens, il fit des vassaux; elle avait changé l'Europe en républiques, il la transforma en fiefs. Comme il était grand et fort, comme il était survenu après une secousse qui avait fatigué le monde en l'ébranlant, il put l'arranger passagèrement selon sa pensée. *Le grand empire* s'éleva au dedans avec son système d'administration, qui remplaça le gouvernement des assemblées; ses cours spéciales, ses lycées, où l'éducation militaire fut substituée à l'éducation républicaine des écoles centrales; sa noblesse héréditaire, qui compléta, en 1808, le rétablissement de l'inégalité; sa discipline civile, qui rendit la France entière obéissante au mot d'ordre comme une armée; au dehors, avec ses royaumes secondaires, ses États confédérés, ses grands fiefs et son chef suprême. Napoléon, n'éprouvant plus de résistance nulle part, put courir et commander d'un bout du continent à l'autre.

A cette époque, toute l'attention de l'empereur se dirigea sur l'Angleterre, la seule puissance qui pût se soustraire à ses atteintes. Pitt était mort depuis un an, mais le cabinet britannique suivait avec beaucoup d'ardeur et d'opiniâtreté ses plans à l'égard de la France. Après avoir vainement formé une troisième et une quatrième coalition, il ne déposa point les armes. La guerre était à mort. La

Grande-Bretagne avait déclaré la France en état de *blocus*; et elle fournit à l'empereur le moyen de la placer elle-même, par une mesure semblable, hors des relations européennes. Le *blocus continental*, qui commença en 1807, fut la seconde période du système de Bonaparte. Pour arriver à une suprématie universelle et non contestée, il employa les armes contre le continent, et la cessation du commerce contre l'Angleterre. Mais en interdisant aux États de terre-ferme toute communication avec la Grande-Bretagne, il se prépara de nouvelles difficultés, et il ajouta bientôt aux inimitiés d'opinion qu'excitait son despotisme, aux haines d'état que lui faisait encourir sa domination conquérante, le déchainement des intérêts privés et la souffrance commerciale, occasionnés par le blocus.

Cependant toutes les puissances semblaient unies dans le même dessein. L'Angleterre fut mise au ban de l'Europe continentale jusqu'à la paix générale. La Russie et le Danemark dans les mers du Nord, la France, l'Espagne et la Hollande, dans la Méditerranée et dans l'Océan, furent obligés de se déclarer contre elle. Ce moment fut celui du maximum de la puissance impériale. Napoléon employa toute son activité et tout son génie à créer des ressources maritimes capables de balancer les forces de l'Angleterre, qui avait alors onze cents vaisseaux de guerre de toute espèce. Il fit creuser des ports, fortifier les côtes, construire des vaisseaux, et disposa tout pour combattre, dans quelques années, sur ce nouveau champ de bataille. Mais avant que ce moment arrivât, il voulut s'assurer de la Péninsule espagnole, et y placer sa dynastie pour y introduire une politique plus ferme et plus personnelle. L'expédition de Portugal en 1807, et l'invasion de l'Espagne en 1808, commencèrent pour lui et pour l'Europe un nouvel ordre d'événements.

Depuis long-temps le Portugal était une véritable colonie anglaise. L'empereur, d'accord avec les Bourbons de Madrid, décida, par le traité de Fontainebleau du 27 octobre 1807, que la maison de Bragance avait cessé de régner. Une armée française, sous les ordres de Junot, entra dans le Portugal. Le prince régent s'embarqua pour le Brésil, et les Français occupèrent Lisbonne le 30 novembre 1807. Cette invasion ne fut qu'un acheminement à celle de l'Espagne. La famille royale était dans la plus

grande anarchie: le favori Godoï était maudit par le peuple, et le prince des Asturies, Ferdinand, conspirait contre le pouvoir du favori de son père. Quoique l'empereur ne dût pas craindre beaucoup un pareil gouvernement, il avait été alarmé d'un armement maladroit fait par Godoï, lors de la guerre de Prusse. C'est sans doute à cette époque qu'il projeta de mettre un de ses frères sur le trône d'Espagne; il crut abattre facilement une famille divisée, une monarchie mourante, et obtenir l'assentiment d'un peuple qu'il rappellerait à la civilisation. Sous le prétexte de la guerre maritime et du blocus, ses troupes pénétrèrent dans la péninsule, occupèrent ses côtes, ses principales places, et se postèrent près de Madrid. On insinua alors à la famille royale de se retirer dans le Mexique à l'exemple de la maison de Bragance. Mais le peuple se souleva contre ce départ; Godoï, objet de la haine publique, courut les plus grands risques pour sa vie; et le prince des Asturies fut proclamé roi, sous le nom de Ferdinand VII. L'empereur profita de cette révolution de cour pour opérer la sienne. Les Français entrèrent dans Madrid, et il se rendit lui-même à Bayonne, où il appela les princes espagnols. Ferdinand restitua la couronne à son père, qui s'en démit à son tour en faveur de Napoléon; celui-ci la fit décerner à son frère Joseph par une junte suprême, par le conseil de Castille et la municipalité de Madrid. Ferdinand fut mis au château de Valençay, et Charles VI vint habiter Compiègne. Napoléon appela son beau-frère Murat, grand-duc de Berg, au trône de Naples, en remplacement de Joseph.

A cette époque commença la première opposition contre la domination de l'empereur et le système continental. La réaction se déclara dans trois pays, jusque-là alliés de la France, et provoqua la cinquième coalition. La cour de Rome était mécontente: la Péninsule était blessée dans son orgueil national, par l'imposition d'un roi étranger; dans ses usages, par la suppression des couvents, de l'inquisition et de la grandesse: la Hollande souffrait dans ses relations commerciales par le blocus, et l'Autriche supportait impatiemment ses pertes et sa position subordonnée. L'Angleterre, qui épiait toutes les occasions de ranimer la lutte sur le continent, provoqua la résistance de Rome, de la Péninsule et du cabinet de Vienne. Le pape était en froid avec la France depuis 1805; il avait espéré qu'en re-

tour de sa complaisance pontificale pour le sacre de Napoléon, on restituerait au domaine ecclésiastique les provinces que le directoire avait réunies à la république cisalpine. Déçu dans son attente, il rentra dans l'opposition européenne contre-révolutionnaire, et de 1807 à 1808 les États romains devinrent le rendez-vous des émissaires anglais. Après des représentations un peu vives, l'empereur donna l'ordre au général Miollis d'occuper Rome, le pape le menaça d'excommunication, et Napoléon lui enleva les légations d'Ancone, d'Urbin, de Macérata, de Camérino, qui firent partie du royaume italien. Le légat quitta Paris le 3 avril 1808; et la lutte religieuse, pour des intérêts temporels, s'engagea avec le chef de l'Église, qu'il aurait fallu ne pas reconnaître, ou ne pas dépouiller.

La guerre avec la Péninsule fut plus sérieuse encore. Les Espagnols reconnurent pour roi Ferdinand VII, dans une junte provinciale tenue à Séville le 27 mai 1808, et ils prirent les armes dans toutes les provinces que n'occupaient point les troupes françaises. Les Portugais se soulevèrent aussi, le 16 juin, à Oporto. Ces deux insurrections eurent d'abord les suites les plus heureuses; elles firent en peu de temps de rapides progrès. Le général Dupont mit bas les armes à Baylen dans le royaume de Cordue, et ce premier revers des armées françaises excita l'enthousiasme et l'espérance des Espagnols. Joseph Napoléon quitta Madrid, où fut proclamé Ferdinand VII; et vers le même temps, Junot, n'ayant pas assez de troupes pour garder le Portugal, consentit à l'évacuer avec tous les honneurs de la guerre, par la convention de Cintra. Le général anglais Wellington prit possession de ce royaume avec vingt-cinq mille hommes. Tandis que le pape se déclarait contre Napoléon, tandis que les insurgés espagnols entraient dans Madrid, tandis que les insulaires remettaient le pied sur le continent, le roi de Suède se montrait ennemi de la ligue impériale européenne, et l'Autriche faisait des armements considérables, et se disposait à une nouvelle lutte.

Heureusement pour Napoléon, la Russie resta fidèle à l'alliance et aux engagements de Tilsitt. L'empereur Alexandre était alors dans un accès d'enthousiasme et d'affection pour ce puissant et extraordinaire mortel. Napoléon, qui, avant de porter toutes ses forces dans la Péninsule, voulait s'assurer du Nord, eut avec Alexandre une entre-

vue, à Erfurth, le 27 septembre 1808. Les deux maîtres de l'Occident et du Nord se garantirent le repos et la soumission de l'Europe: Napoléon marcha en Espagne, et Alexandre se chargea de la Suède. La présence de l'empereur fit bientôt changer la fortune de la guerre dans la Péninsule; il amenait avec lui quatre-vingt mille vieux soldats, venus d'Allemagne. Des victoires multipliées le rendirent maître de la plupart des provinces espagnoles. Il fit son entrée dans Madrid, et il se présenta aux habitants de la Péninsule, non comme un maître, mais comme un libérateur. „J'ai aboli,“ leur disait-il, „ce tribunal d'inquisition „contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres „doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer „aucune juridiction extérieure et corporelle sur les „citoyens. J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun „pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des „madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son „industrie. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un „petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture „que les chaleurs de la canicule. Comme il n'y a qu'un „Dieu, il ne doit y avoir dans un état qu'une justice. Toutes „les justices particulières avaient été usurpées, et étaient „contraires aux droits de la nation; je les ai détruites.... „La génération présente pourra varier dans son opinion; „trop de passions ont été mises en jeu: mais vos neveux „me béniront comme votre régénérateur; ils placeront au „nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi „vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne.“

Tel était en effet le rôle de Napoléon dans la Péninsule, qui ne pouvait être rendue à une existence meilleure et à la liberté que par la reprise de la civilisation. On ne brusque pas plus l'établissement de l'indépendance qu'autre chose; et lorsqu'un pays est ignorant, arriéré, pauvre, couvert de couvents et gouverné par des moines, il faut refaire son état social avant de songer à sa liberté. Napoléon, qui opprimait les nations civilisées, était un restaurateur véritable pour la Péninsule. Mais les deux partis de la liberté civile et de la servitude religieuse, celui des cortès et celui des moines, quoique bien opposés dans leur but, s'entendirent pour se défendre en commun. L'un était à la tête de la classe supérieure et de la classe moyenne, l'autre à la tête du bas peuple, et ils exaltèrent à l'envi les Espagnols

par le sentiment de l'indépendance, ou par le fanatisme religieux. Voici le catéchisme dont les prêtres faisaient usage:

„Dis-moi, mon enfant, qui es-tu? — Espagnol par la grace de Dieu. — Quel est l'ennemi de notre félicité? — L'empereur des Français. — Combien a-t-il de natures? — Deux: la nature humaine et la diabolique. — Combien y a-t-il d'empereurs des Français? — Un véritable, en trois personnes trompeuses. — Comment les nomme-t-on? — Napoléon, Murat et Manuel Godoi. — Lequel des trois est le plus méchant? — Ils le sont tous trois également. — De qui dérive Napoléon? — Du péché. — Murat? — De Napoléon. — Et Godoi? — De la fornication des deux. — Quel est l'esprit du premier? — L'orgueil et le despotisme. — Du second? — La rapine et la cruauté. — Du troisième? — La cupidité, la trahison et l'ignorance. — Que sont les Français? — D'anciens chrétiens devenus hérétiques. — Est-ce un péché de mettre un Français à mort? — Non, mon père, on gagne le ciel en tuant un de ces chiens d'hérétiques. — Quel supplice mérite l'Espagnol qui manque à ses devoirs? — La mort et l'infamie des traîtres. — Qui nous délivrera de nos ennemis? — La confiance entre nous autres, et les armes.“ — Napoléon s'était engagé dans une entreprise longue, périlleuse, et dans laquelle tout son système de guerre était en défaut. La victoire ne consistait plus ici dans la défaite d'une armée et dans la possession d'une capitale, mais dans l'occupation entière du territoire, et, ce qui était plus difficile encore, dans la soumission des esprits. Cependant Napoléon s'apprêtait à dompter ce peuple avec son irrésistible activité et son inébranlable obstination, lorsqu'il fut rappelé en Allemagne par la cinquième coalition.

L'Autriche avait mis à profit son éloignement et celui de ses troupes. Elle fit un puissant effort, leva cinq cent cinquante mille hommes, en y comprenant les landwehr, et entra en campagne au printemps de 1809. Le Tyrol se souleva, le roi Jérôme fut chassé de sa capitale par les Westphaliens; l'Italie était chancelante, et la Prusse n'attendait qu'un revers de Napoléon pour reprendre les armes; mais l'empereur était encore dans toute la force de sa puissance et de ses prospérités. Il accourut de Madrid; fit avertir, au commencement de février, les membres de la confédération de tenir leurs contingents prêts. Le 12 avril,

il quitta Paris, passa le Rhin, s'enfonça dans l'Allemagne, gagna les victoires d'Eckmül et d'Esling, occupa Vienne une seconde fois, le 13 mai, et déconcerta par la bataille de Wagram cette nouvelle coalition, après quatre mois de campagne. Pendant qu'il poursuivait les armées autrichiennes, les Anglais débarquèrent à l'île de Walchern, se présentèrent devant Anvers; mais une levée de gardes nationales suffit pour empêcher leur expédition de l'Escaut. La paix de Vienne du 14 octobre 1809 enleva quelques provinces de plus à la maison d'Autriche et la fit entrer dans le système continental.

Cette période fut remarquable par la nature nouvelle de la lutte. Elle commença la réaction de l'Europe contre l'empire, et signala l'alliance des dynasties, des peuples, du sacerdoce et du commerce. Tous les intérêts mécontents firent un essai de résistance qui, la première fois, devait échouer. Napoléon était entré, depuis la rupture de la paix d'Amiens, dans une carrière au bout de laquelle il devait trouver la possession ou l'inimitié de toute l'Europe. Entraîné par son caractère et par sa position, il avait créé contre les peuples un système d'administration d'une utilité inouïe pour le pouvoir; contre l'Europe, un système de monarchies secondaires et de grands fiefs, qui secondait ses volontés conquérantes; enfin, contre l'Angleterre, le blocus, qui suspendait son commerce et celui du continent. Rien ne l'arrêta pour réaliser ces desseins immenses, mais insensés. Le Portugal communiqua avec les Anglais, il l'envahit; la famille royale d'Espagne compromit, par ses querelles et par ses incertitudes, les derrières de l'empire, il la contraignit d'abdiquer, afin de soumettre la Péninsule à une politique plus hardie et moins chancelante; le pape entretint des relations avec l'ennemi, on réduisit son patrimoine; il menaça d'une excommunication, les Français entrèrent dans Rome; il réalisa sa menace par une bulle, il fut détrôné en 1809, comme souverain temporel; enfin, après la victoire de Wagram et la paix de Vienne, la Hollande devint un entrepôt de marchandises anglaises à cause de ses besoins commerciaux, et l'empereur déposséda son frère Louis de ce royaume qui, le 1. juillet 1810, fut incorporé à l'empire. Il ne recula devant aucune invasion, parce qu'il ne voulut point souffrir de contrariété ni d'hésitation même nulle part. Il fallut que tout se sou-

mît, les alliés comme les ennemis, le chef de l'Église comme les rois, ses frères comme les étrangers. Mais, quoique vaincus cette fois, tous ceux qui étaient entrés dans cette nouvelle ligue n'attendaient qu'une occasion pour se relever.

Cependant, après la paix de Vienne, Napoléon ajouta encore à l'étendue et à la puissance de l'empire. La Suède, qui avait éprouvé une révolution intérieure, et dont le roi, Gustave-Adolphe IV, avait été forcé à l'abdication, admit le système continental. Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, fut élu, par les états-généraux, prince héréditaire de Suède, et le roi Charles XIII l'adopta pour fils. Le blocus fut observé dans toute l'Europe; et l'empire, augmenté des États romains, des provinces Illyriennes, du Valais, de la Hollande et des villes anséatiques, eut cent trente départements, et s'étendit depuis Hambourg et Dantzick jusqu'à Trieste et Corfou. Napoléon, qui paraissait suivre une politique téméraire, mais inflexible, dévia de sa route, à cette époque, par son second mariage. Il fit prononcer son divorce avec Joséphine, afin de donner un héritier à l'empire, et il épousa, le 1. avril 1810, Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche. Ce fut une véritable faute. Il quitta sa position et son rôle de monarque parvenu et révolutionnaire, qui agissait en Europe contre les anciennes cours, comme la république contre les anciens gouvernements; il se plaça dans une mauvaise situation à l'égard de l'Autriche, qu'il fallait ou écraser après la victoire de Wagram, ou rétablir dans ses possessions après le mariage avec l'archiduchesse. Les alliances solides ne reposent que sur les intérêts réels, et Napoléon ne sut pas enlever au cabinet de Vienne ou le désir ou le pouvoir de le combattre de nouveau. Ce mariage changea aussi le caractère de son empire, et le sépara davantage des intérêts populaires; il rechercha les vieilles familles pour en décorer sa cour, et il fit tout ce qu'il put pour mêler ensemble l'ancienne et la nouvelle noblesse, comme il mêlait les dynasties. Austerlitz avait consacré l'empire roturier, après Wagram s'établit l'empire noble. La naissance d'un fils, le 20 mars 1811, qui reçut le titre de *roi de Rome*, sembla consolider la puissance de Napoléon, en lui assurant un successeur.

La guerre d'Espagne fut poussée avec vigueur pendant les années 1810 et 1811. Le territoire de la Péninsule était

défendu pied à pied, et il fallait prendre les villes d'assaut. Suchet, Soult, Mortier, Ney, Sébastiani, se rendirent maîtres de plusieurs provinces; et la junte espagnole, ne pouvant pas se maintenir à Séville, s'enferma dans Cadix, dont une armée française commença le blocus. La nouvelle expédition de Portugal fut moins heureuse. Masséna, qui la dirigeait, força d'abord Wellington à la retraite, et prit Oporto et Olivença: mais le général anglais s'étant retranché dans la forte position de Torres-Vedras, Masséna ne put pas l'entamer; il fut contraint d'évacuer le pays.

Pendant que la guerre continuait dans la Péninsule avec avantage, mais sans succès décisif, une nouvelle campagne se préparait dans le Nord. La Russie voyait l'empire de Napoléon s'approcher d'elle. Resserrée dans ses propres limites, elle demeurait sans influence et sans acquisition, souffrant du blocus sans profiter de la guerre. Ce cabinet, d'ailleurs, supportait impatiemment une suprématie à laquelle il aspirait lui-même, et qu'il poursuivait avec lenteur, mais sans interruption, depuis le règne de Pierre I^{er}. Dès la fin de 1810 il augmenta ses armées, renoua ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne, et ne parut pas éloigné d'une rupture. Toute l'année 1811 se passa en négociations qui n'aboutirent à rien, et de part et d'autre on se disposa à la guerre. L'empereur, dont les armées étaient alors devant Cadix, et qui comptait sur la coopération de l'Occident et du Nord contre la Russie, fit avec ardeur les préparatifs d'une entreprise qui devait réduire la seule puissance qu'il n'eût pas encore entamée, et porter jusqu'à Moscou ses aigles victorieuses. Il obtint l'assistance de la Prusse et de l'Autriche, qui s'engagèrent, par les traités du 24 février et du 14 mars 1812, à fournir un corps auxiliaire, l'une de vingt mille, l'autre de trente mille hommes. Toutes les forces disponibles de la France furent mises sur pied. Un sénatus-consulte distribua la garde nationale en trois bans pour le service de l'intérieur, et affecta cent cohortes du premier ban (près de cent mille hommes) au service militaire actif. Le 9 mars, Napoléon partit de Paris pour cette vaste expédition; il établit pendant plusieurs mois sa cour à Dresde, où l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et tous les souverains d'Allemagne vinrent s'incliner devant sa fortune. Le 22 juin, la guerre fut déclarée contre la Russie.

Napoléon se dirigea dans cette campagne d'après les maximes qui lui avaient jusque-là réussi. Il avait terminé toutes les guerres qu'il avait entreprises par la défaite rapide de l'ennemi, l'occupation de sa capitale, et la paix avec le morcellement de son territoire. Son projet fut de réduire la Russie par la création du royaume de Pologne, comme il avait réduit l'Autriche en formant les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, après Austerlitz, et la Prusse, en organisant ceux de Saxe et de Westphalie, après Iéna. Il avait stipulé dans ce but avec le cabinet de Vienne, par le traité du 14 mars, l'échange de la Gallicie avec les provinces Illyriennes. Le rétablissement du royaume de Pologne fut proclamé par la diète de Varsovie, mais d'une manière incomplète; et Napoléon qui, selon ses habitudes, voulait tout achever dans une campagne, s'avança au cœur de la Russie, au lieu d'organiser prudemment contre elle la barrière polonaise. Son armée était forte d'environ cinq cent mille hommes. Il passa le Niémen le 24 juin; s'empara de Wilna, de Witepsk; battit les Russes à Ostrowno, Polotzk, Mohilow, Smolensk, à la Moskowa, et fit, le 14 septembre, son entrée dans Moscou.

Le cabinet russe n'avait pas seulement placé son moyen de défense dans ses troupes, mais dans son vaste territoire et dans son climat. A mesure que ses armées vaincues reculaient devant les nôtres, elles incendiaient les villes, dévastaient les provinces, préparant ainsi, en cas de revers ou de retraite, de grandes difficultés à Napoléon. D'après ce système de défense, Moscou fut brûlé par son gouverneur Rostopchin, comme l'avaient été Smolensk, Dorigoboui, Wiasma, Gjhat, Mojaïsk et un grand nombre de villes et de villages. L'empereur aurait dû voir que cette guerre ne se terminerait point comme les autres: cependant, vainqueur de l'ennemi, et maître de sa capitale, il conçut des espérances de paix que les Russes entretinrent habilement. L'hiver approchait, et Napoléon prolongea pendant près de six semaines son séjour à Moscou. Il retarda ses mouvements par suite des négociations illusoires avec les Russes, et ne se décida à la retraite que le 19 octobre. Cette retraite fut désastreuse, et commença l'ébranlement de l'empire. Napoléon ne pouvait pas être abattu de main d'homme, car quel général aurait pu triompher de ce général incomparable? quelle armée aurait pu vaincre l'armée fran-

çaise? Mais les revers étaient placés pour lui aux dernières limites de l'Europe, aux limites glacées où devait finir sa domination conquérante. Il perdit, à la fin de cette campagne, non par une défaite, mais par le froid, par la faim, au milieu des solitudes et des neiges de la Russie, sa vieille armée et le prestige de sa fortune.

La retraite se fit avec un reste d'ordre jusqu'à la Bérézina, où elle devint une vaste déroute. Après le passage de cette rivière, Napoléon, qui jusque-là avait suivi l'armée, partit sur un traîneau, et revint en toute hâte à Paris, où avait éclaté une conspiration pendant son absence. Le général Mallet avait conçu, avec quelques hommes, le dessein de renverser ce colosse de puissance. Son entreprise était fort audacieuse; et comme elle reposait sur une erreur, la mort de Napoléon, il aurait fallu tromper trop de monde pour réussir. D'ailleurs, l'empire était encore fortement établi, et ce n'était pas un complot, mais une défection lente et générale qui pouvait le détruire. La conjuration de Mallet échoua, et ses chefs furent mis à mort. L'empereur, à son retour, trouva la nation surprise d'un désastre aussi inaccoutumé. Mais les corps de l'État témoignèrent toujours une obéissance sans bornes. Il arriva le 18 décembre à Paris, obtint une levée de trois cent mille hommes, donna l'élan des sacrifices, refit en peu de temps, avec sa prodigieuse activité, une nouvelle armée, et se remit en campagne le 15 avril 1813.

Mais, depuis sa retraite de Moscou, Napoléon était entré dans une nouvelle série d'événements. C'est en 1812 que se déclara la décadence de son empire. La fatigue de sa domination était générale. Tous ceux du consentement desquels il s'était élevé, prenaient parti contre lui. Les prêtres conspiraient sourdement depuis sa rupture avec le pape. Huit prisons d'état avaient été créées d'une manière officielle contre les dissidents de ce parti. La masse nationale se montrait aussi lasse de conquêtes qu'elle l'avait été jadis des factions. Elle avait attendu de lui le ménagement des intérêts privés, l'accroissement du commerce, le respect des hommes; et elle se trouvait accablée par les conscriptions, par les impôts, par le blocus, par les cours prévôtales, et par les droits réunis, suites inévitables de ce système conquérant. Il n'avait plus seulement pour adversaires le peu d'hommes restés fidèles au but politique de la révolution,

et qu'il appelait *idéologues*, mais tous ceux qui, sans opinions précises, voulaient recueillir les avantages matériels d'une meilleure civilisation. Au dehors, les peuples gémissaient sous le joug militaire, et les dynasties abaissées aspiraient à se relever. Le monde entier était mal à l'aise, et un échec devait amener un soulèvement universel. "Je triomphais," dit Napoléon lui-même, en parlant des campagnes précédentes, "au milieu de périls toujours renaissants. Il me fallait sans cesse autant d'adresse que de force.... Si je n'eusse vaincu à Austerlitz, j'allais avoir toute la Prusse sur les bras; si je n'eusse triomphé à Léna, l'Autriche et l'Espagne se déclaraient sur mes derrières; si je n'eusse battu à Wagram, qui ne fut pas une victoire décisive, j'avais à craindre que la Russie ne m'abandonnât, que la Prusse ne se soulevât, et les Anglais étaient devant Anvers." *) Telle était sa condition: plus il avançait dans la carrière, plus il avait besoin de vaincre d'une manière plus décisive. Aussi, dès qu'il eut été battu, les rois qu'il avait soumis, les rois qu'il avait faits, les alliés qu'il avait agrandis, les États qu'il avait incorporés à l'empire, les sénateurs qui l'avaient tant flatté, et ses compagnons d'armes eux-mêmes, l'abandonnèrent successivement. Le champ de bataille, porté à Moscou en 1812, recula vers Dresde en 1813, et autour de Paris en 1814, tant fut rapide ce retour de fortune!

Le cabinet de Berlin commença les défections. Le 1^{er} mars 1813, il se réunit à la Russie et à l'Angleterre, qui formèrent la *sixième coalition*, à laquelle accéda bientôt la Suède. Cependant l'empereur, que les confédérés croyaient abattu par le dernier désastre, ouvrit la campagne par de nouvelles victoires. La bataille de Lutzen, gagnée le 2 mai avec des conscrits, l'occupation de Dresde, la victoire de Bautzen, et la guerre portée sur l'Elbe, étonnèrent la coalition. L'Autriche, qui était placée depuis 1810 sur le pied de paix, venait de se remettre en armes, elle méditait déjà un changement d'alliance, et elle se proposa comme médiatrice entre l'empereur et les confédérés. Sa médiation fut acceptée. On conclut un armistice à Plesswitz, le 4 juin, et un congrès s'assembla à Prague pour négocier la paix. Mais il n'était guère possible de s'entendre: Napoléon ne

*) Mémorial de Sainte-Hélène, tome III, page 221.

voulait pas consentir à déchoir, ni l'Europe consentir à lui rester soumise. Les puissances confédérées, d'accord avec l'Autriche, demandèrent que l'empire fût restreint au Rhin, aux Alpes et à la Meuse. Les négociateurs se séparèrent sans avoir rien conclu. L'Autriche entra dans la coalition, et la guerre, qui pouvait seule vider cette grande contestation, recommença.

L'empereur n'avait que deux cent quatre-vingt mille hommes contre cinq cent vingt mille; il voulait refouler l'ennemi derrière l'Elbe, et dissoudre, à son ordinaire, cette nouvelle coalition par la promptitude et la vigueur de ses coups. La victoire parut le seconder d'abord. Il battit à Dresde les alliés réunis; mais les défaites de ses lieutenants dérangèrent ses desseins. Macdonald fut vaincu en Silésie; Ney, près de Berlin; Vandamme, à Kulm. Ne pouvant plus faire barrière contre l'ennemi prêt à le déborder de toutes parts, Napoléon songea à la retraite. Les princes de la confédération du Rhin choisirent ce moment pour désertir l'empire. Un vaste engagement ayant eu lieu à Leipsick entre les deux armées, les Saxons et les Wurtembergeois passèrent à l'ennemi sur le champ de bataille même. Cette défection et la force des coalisés, qui avaient appris à faire une guerre plus serrée et plus habile, contraignirent Napoléon à la retraite, après une lutte de trois jours. L'armée marcha avec beaucoup de confusion vers le Rhin, dont les Bavares, qui avaient également défectionné, voulurent lui fermer le passage. Mais elle les écrasa à Hanau, et rentra sur le territoire de l'empire le 30 octobre 1813. La fin de cette campagne fut aussi désastreuse que celle de la campagne précédente. La France fut menacée dans ses propres limites, comme en 1792; mais elle n'avait plus le même enthousiasme d'indépendance; et l'homme qui l'avait destituée de ses droits la trouva, dans cette grande crise, incapable de le soutenir et de se défendre. On expie tôt ou tard la servitude des nations.

Napoléon retourna à Paris le 9 novembre 1813. Il obtint du sénat une levée de trois cent mille hommes, et fit avec la plus grande ardeur les préparatifs d'une nouvelle campagne. Il convoqua le corps législatif pour l'associer à la défense commune; il lui communiqua les pièces relatives aux négociations de Prague, et lui demanda un nouvel et dernier effort, afin d'assurer glorieusement la paix qui

était le vœu universel de la France. Mais le corps législatif, jusque-là muet et obéissant, choisit cette époque pour résister à Napoléon.

Il était accablé de la fatigue commune, et se trouvait, sans le savoir, sous l'influence du parti royaliste, qui s'agitait secrètement depuis que la décadence de l'empire avait relevé son espoir. Une commission composée de MM. Lainé, Raynouard, Gallois, Flaugergues, Maine de Biran, fit un rapport très-hostile sur la marche suivie par le gouvernement, et demanda l'abandon des conquêtes et le rétablissement de la liberté. Ce vœu, très-juste dans un autre temps, n'était propre alors qu'à faciliter l'invasion étrangère. Quoique les confédérés parussent mettre la paix au prix de l'évacuation de l'Europe, ils étaient disposés à pousser la victoire jusqu'au bout. Napoléon, irrité de cette opposition inattendue et inquiétante, renvoya subitement le corps législatif. Ce commencement de résistance annonça les défections intérieures. Après s'être étendues de la Russie à toute l'Allemagne, elles allaient s'étendre de l'Allemagne à l'Italie et à la France. Mais tout dépendait cette fois, comme les précédentes, du sort de la guerre que l'hiver n'avait pas ralentie. Napoléon tourna de ce côté toutes ses espérances; il partit de Paris, le 25 janvier, pour cette immortelle campagne.

L'empire était envahi par tous les points. Les Autrichiens s'avançaient en Italie; les Anglais, qui s'étaient rendus maîtres de la Péninsule entière dans les deux dernières années, avaient passé la Bidassoa sous le général Wellington, et paraissaient aux Pyrénées. Trois armées pressaient la France à l'est et au nord. La grande armée alliée, forte de cent cinquante mille hommes sous Schwartzemberg, avait débouché par la Suisse; celle de Silésie, de cent trente mille sous Blucher, était entrée par Francfort; et celle du Nord, de cent mille hommes, sous Bernadotte, avait envahi la Hollande, et pénétrait dans la Belgique. Les ennemis négligeaient à leur tour les places fortes, et, formés à la grande guerre par leur vainqueur, ils marchaient sur la capitale. Au moment où Napoléon quitta Paris, les deux armées de Schwartzemberg et de Blucher étaient sur le point d'opérer leur jonction dans la Champagne. Privé de l'appui du peuple, qui demeurait en observation, Napoléon restait seul contre le monde entier avec

une poignée de vieux soldats et son génie, qui n'avait rien perdu de son audace et de sa vigueur. Il est beau de le voir dans ce moment, non plus oppresseur, non plus conquérant, défendre pied à pied, par de nouvelles victoires, le sol de la patrie en même temps que son empire et sa renommée!

Il marcha en Champagne contre les deux grandes armées ennemies. Le général Maison était chargé d'arrêter Bernadotte en Belgique; Augereau, les Autrichiens à Lyon; Soult, les Anglais sur la frontière d'Espagne. Le prince Eugène devait défendre l'Italie; et l'empire, quoique envahi au centre, étendait encore ses vastes bras jusqu'au fond de l'Allemagne par ses garnisons d'outre-Rhin. Napoléon ne désespéra point de rejeter, au moyen d'une puissante réaction militaire, cette foule d'ennemis hors de la France, et de reporter ses drapeaux sur le territoire étranger. Il se plaça habilement entre Blucher, qui descendait la Marne, et Schwartzemberg, qui descendait la Seine; il courut de l'une de ces armées à l'autre, et les battit tour à tour. Blucher fut écrasé à Champ-Aubert, à Montmirail, à Château-Thierry, à Vauchamps; et lorsque son armée eut été détruite, Napoléon revint sur la Seine, culbuta les Autrichiens à Montereau, et les chassa devant lui. Ses combinaisons furent si fortes, son activité si grande et ses coups si sûrs, qu'il parut sur le point d'atteindre la désorganisation entière de ces deux formidables armées, et d'anéantir avec elles la coalition.

Mais, s'il était vainqueur partout où il se portait, l'ennemi gagnait du terrain partout où il n'était pas. Les Anglais étaient entrés dans Bordeaux, où un parti s'était prononcé pour la famille des Bourbons; les Autrichiens occupaient Lyon; l'armée de la Belgique s'était réunie aux débris de celle de Blucher, qui paraissait de nouveau sur les derrières de Napoléon. La défection s'introduisait dans sa propre famille, et Murat venait de répéter en Italie la conduite de Bernadotte, en accédant à la coalition. Les grands officiers de l'empire le servaient encore, mais mollement, et il ne retrouvait de l'ardeur et une fidélité à l'épreuve que dans les généraux inférieurs et dans ses infatigables soldats. Napoléon avait de nouveau marché sur Blucher, qui lui échappa trois fois: sur la gauche de la Marne, par une gelée subite qui raffermi les boues, au

milieu desquelles les Prussiens s'étaient engagés et devaient périr; sur l'Aisne, par la défection de Soissons, qui leur ouvrit un passage au moment où il ne leur restait pas une issue pour s'échapper; à Craonne, par la faute du duc de Raguse, qui empêcha de livrer une bataille décisive, en se laissant enlever dans une surprise de nuit. Après tant de fatalités, qui déconcertaient ses plans, les plans les plus sûrs, Napoléon, mal soutenu de ses généraux, et débordé par la coalition, conçut le hardi dessein de se porter sur Saint-Dizier, pour fermer à l'ennemi la sortie de la France. Cette marche audacieuse et pleine de génie ébranla un instant les généraux confédérés, auxquels elle devait interdire toute retraite; mais, excités par de secrets encouragements, sans s'inquiéter de leurs derrières, ils s'avancèrent sur Paris.

Cette grande ville, la seule des capitales du continent qui n'eût point été envahie, vit déboucher dans ses plaines les troupes de toute l'Europe, et fut sur le point de subir l'humiliation commune. Elle était abandonnée à elle-même. L'impératrice, nommée régente quelques mois auparavant, venait de la quitter et de se rendre à Blois. Napoléon était loin. Il n'y avait pas ce désespoir et ce mouvement de liberté qui seuls portent les peuples à la résistance, la guerre ne se faisant plus aux nations, mais aux gouvernements, et l'empereur ayant placé tout l'intérêt public en lui seul, et tous ses moyens de défense dans les troupes mécaniques. La fatigue était grande: un sentiment d'orgueil, de bien juste orgueil, rendait seul douloureuse l'approche de l'étranger, et serrait tout cœur français en voyant le sol national foulé par des armées si long-temps vaincues. Mais ce sentiment n'était pas assez fort pour soulever la masse de la population contre l'ennemi, et les intrigues du parti royaliste, à la tête duquel s'était placé le prince de Bénévent, l'appelaient dans la capitale. Cependant on se battit, le 30 mars, sous les murs de Paris; mais, le 31, les portes en furent ouvertes aux confédérés, qui y entrèrent par une capitulation. Le sénat consumma la grande défection impériale, en abandonnant son ancien maître; il était dirigé par le prince de Talleyrand, qui se trouvait depuis peu dans la disgrâce de l'empereur. Cet acteur obligé de toute crise de pouvoir venait de se déclarer contre lui. Sans attachement de parti, d'une profonde indifférence politique, il présentait de loin, avec une saga-

cité merveilleuse, la chute d'un gouvernement, se retirait à propos, et lorsque le moment précis pour l'abattre était venu, il s'y aidait de ses moyens, de son influence, de son nom et de l'autorité qu'il avait eu soin de ne pas complètement perdre. Pour la révolution, sous la constituante; pour le directoire, au 18 fructidor; pour le consulat, au 18 brumaire; pour l'empire, en 1804, il était pour la restauration de la famille royale en 1814. Il paraissait le grand-maître des cérémonies du pouvoir, et c'était lui qui, depuis trente années, congédiait et installait les divers gouvernements. Le sénat, sous son influence, nomma un gouvernement provisoire, déclara *Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple français et l'armée déliés envers lui du serment de fidélité*. Il proclama tyran celui dont il avait facilité le despotisme par ses longues adulations.

Cependant Napoléon, pressé par ses alentours de secourir la capitale, avait abandonné sa marche sur Saint-Dizier, et accourait à la tête de cinquante mille hommes, espérant y empêcher encore l'entrée de l'ennemi. Mais en arrivant, le 1^{er} avril, il apprit la capitulation de la veille, et il se concentra sur Fontainebleau, où il fut instruit de la défection du sénat et de sa déchéance. C'est alors que, voyant tout plier autour de lui sous la mauvaise fortune, et le peuple, et le sénat, et les généraux, et les courtisans, il se décida à abdiquer en faveur de son fils. Il envoya le duc de Vicence, le prince de la Moskowa, le duc de Tarente, comme plénipotentiaires vers les confédérés; ils devaient prendre en route le duc de Raguse, qui couvrait Fontainebleau avec un corps d'armée.

Napoléon, avec ses cinquante mille hommes et sa forte position militaire, pouvait imposer encore la royauté de son fils à la coalition. Mais le duc de Raguse abandonna son poste, traita avec l'ennemi, et laissa Fontainebleau à découvert. Napoléon fut alors réduit à subir les conditions des alliés: leurs prétentions augmentaient avec leur puissance. A Prague, ils lui cédaient l'empire avec les limites des Alpes et du Rhin; après l'invasion de la France, ils lui offraient, à Châtillon, les possessions seules de l'ancienne monarchie; plus tard, ils lui refusaient de traiter avec lui pour ne traiter qu'en faveur de son fils; mais aujourd'hui, décidés à détruire tout ce qui restait de la révolution par rapport à l'Europe, ses conquêtes et sa dynastie, ils forcèrent Napo-

l'éon à une abdication absolue. Le 11 avril 1814, il renonça pour lui et ses enfants aux trônes de France et d'Italie, et reçut en échange de sa vaste souveraineté, dont les limites s'étendaient naguère encore du détroit de Cadix à la mer Baltique, la petite île d'Elbe. Le 20, après avoir fait de touchants adieux à ses vieux soldats, il partit pour sa nouvelle principauté.

Ainsi tomba cet homme qui avait seul rempli le monde pendant quatorze ans. Son génie entreprenant et organisateur, sa puissance de vie et de volonté, son amour de la gloire, et l'immense force disponible que la révolution avait mise entre ses mains, ont fait de lui l'être le plus gigantesque des temps modernes. Ce qui rendrait la destinée d'un autre extraordinaire, compte à peine dans la sienne. Sorti de l'obscurité, porté au rang suprême, de simple officier d'artillerie devenu le chef de la plus grande des nations, il a osé concevoir la monarchie universelle et l'a réalisée un moment. Après avoir obtenu l'empire par ses victoires, il a voulu soumettre l'Europe au moyen de la France, réduire l'Angleterre au moyen de l'Europe, et il a établi le système militaire contre le continent, le blocus contre la Grande-Bretagne. Ce dessein lui à réussi pendant quelques années; et de Lisbonne à Moscou il a assujéti les peuples et les potentats à son mot d'ordre de général et au vaste séquestre qu'il avait prescrit. Mais il a manqué de cette manière à la mission réparatrice du 18 brumaire. En exerçant pour son propre compte la puissance qu'il avait reçue, en attaquant la liberté du peuple par ses institutions despotiques, l'indépendance des états par la guerre, il a mécontenté et les opinions et les intérêts du genre humain; il a excité d'universelles inimitiés, la nation s'est retirée de lui; et après avoir été longtemps victorieux, après avoir planté ses étendards sur toutes les capitales, après avoir, pendant dix années, augmenté son pouvoir et gagné un royaume à chaque bataille, un seul revers a réuni le monde entier contre lui, et il a succombé en prouvant combien de nos jours le despotisme est impossible!

Cependant Napoléon, à travers les désastreux résultats de son système, a donné une prodigieuse impulsion au continent; ses armées ont porté derrière elles les usages, les idées et la civilisation plus avancée de la France. Les so-

ciétés européennes ont été remuées de dessus leurs vieux fondements. Les peuples se sont mêlés par de fréquentes communications; des ponts jetés sur des fleuves limitrophes, de grandes routes pratiquées au milieu des Alpes, des Apennins, des Pyrénées, ont rapproché les territoires; et Napoléon a fait pour le matériel des états, ce que la révolution a fait pour l'esprit des hommes. Le blocus a complété l'impulsion de la conquête; il a perfectionné l'industrie continentale, afin de suppléer à celle de l'Angleterre, et il a remplacé le commerce colonial par le produit des manufactures. C'est ainsi que Napoléon, en agitant les peuples, a contribué à leur civilisation. Il a été contre-révolutionnaire par son despotisme à l'égard de la France; mais son esprit conquérant l'a rendu rénovateur vis-à-vis de l'Europe, dans laquelle plusieurs nations, assoupies avant sa venue, vivront de la vie qu'il leur a apportée. Mais en cela Napoléon n'a obéi qu'à sa nature. Né de la guerre, la guerre a été son penchant, son plaisir; la domination, son but; il lui fallait maîtriser le monde, et les circonstances le lui ont mis dans la main, afin qu'il s'en aidât à exister.

Napoléon a présenté pour la France, comme Cromwell le fit un moment pour l'Angleterre, le gouvernement de l'armée, qui s'établit toujours lorsqu'une révolution est combattue; elle change alors de nature peu à peu, et devient militaire de civile qu'elle était d'abord. Dans la Grande-Bretagne la guerre intérieure n'étant point compliquée de guerre étrangère, à cause de la situation géographique du pays, qui l'isolait des autres états, dès que les ennemis de la réforme eurent été vaincus, l'armée passa du champ de bataille au gouvernement. Son intervention étant précoce, Cromwell, son général, trouva encore les partis dans toute la fougue de leurs passions, dans tout le fanatisme de leur croyance, et il dirigea uniquement contre eux son administration militaire. La révolution française, opérée sur le continent, vit les peuples disposés à la liberté, et les souverains ligués par la crainte de l'affranchissement des peuples. Elle eut non seulement des ennemis intérieurs, mais encore des ennemis étrangers à combattre; et tandis que les armées repoussaient l'Europe, les partis se culbutèrent eux-mêmes dans les assemblées. L'intervention militaire fut plus tardive; et Napoléon, trouvant les factions

abattues et les croyances presque abandonnées, obtint de la nation une obéissance facile, et dirigea le gouvernement militaire contre l'Europe.

Cette différence de position influa beaucoup sur la conduite et le caractère de ces deux hommes extraordinaires. Napoléon disposant d'une force immense et d'une puissance non contestée, se livra en sécurité à ses vastes desseins et au rôle de conquérant, tandis que Cromwell, privé de l'assentiment qu'amène la fatigue populaire, sans cesse attaqué par les factions, fut réduit à les neutraliser les unes au moyen des autres, et à se montrer jusqu'au bout dictateur militaire des partis. L'un employa son génie à entreprendre, l'autre à résister; aussi l'un eut la franchise et la décision de la force, et l'autre la ruse et l'hypocrisie de l'ambition combattue. Cette situation devait détruire leur domination. Toutes les dictatures sont passagères, et il est impossible, quelque grand et fort qu'on soit, de soumettre long-temps des partis, ou d'occuper long-temps des royaumes. C'est ce qui devait tôt ou tard amener la chute de Cromwell (s'il eût vécu plus long-temps) par les conspirations intérieures, et celle de Napoléon par le soulèvement de l'Europe. Tel est le sort des pouvoirs qui, nés de la liberté, ne se fondent plus sur elle.

En 1814, l'empire venait d'être détruit; les partis de la révolution n'existaient plus depuis le 18 brumaire; tous les gouvernements de cette période politique avaient été épuisés. Le sénat rappela l'ancienne famille royale. Déjà peu populaire par sa servilité passée, il se perdit dans l'opinion, en publiant une constitution assez libérale, mais qui plaçait sur la même ligne les pensions des sénateurs et les garanties de la nation. Le comte d'Artois, qui le premier avait quitté la France, vint le premier en qualité de lieutenant-général du royaume. Il signa, le 23 avril, la *Convention de Paris*, qui réduisit le territoire de la France à ses limites du 1^{er} janvier 1792, et par laquelle la Belgique, la Savoie, Nice, Genève, et un immense matériel militaire, cessèrent de nous appartenir. Louis XVIII débarqua à Calais, le 24 avril, et fit son entrée solennelle à Paris, le 3 mai 1814, après avoir donné, le 2, la *Déclaration de Saint-Ouen*, qui consacrait les principes du gouvernement représentatif, et qui, le 2 juin, fut suivie de la promulgation de la charte.

A cette époque, commence une nouvelle série d'événements. L'année 1814 fut la limite du grand mouvement qui avait eu lieu pendant les vingt-cinq années précédentes. La révolution avait été politique, comme dirigée contre le pouvoir absolu de la cour et les privilèges des classes; et militaire, parce que l'Europe l'avait attaquée. La réaction qui se déclara alors atteignit seulement l'empire, et amena en Europe la coalition; en France, le régime représentatif: telle devait être sa première période. Plus tard, elle a combattu la révolution, et elle a produit la sainte-alliance contre les peuples, et le gouvernement d'un parti contre la charte. Ce mouvement rétrograde doit avoir son cours et son terme. On ne peut régir désormais la France, d'une manière durable, qu'en satisfaisant le double besoin qui lui a fait entreprendre la révolution. Il lui faut, dans le gouvernement, une liberté politique réelle, et dans la société, le bien-être matériel que produit le développement sans cesse perfectionné de la civilisation.